

LE MARCHÉ D'AFFAIRES EN BERNE À EDF

Les évolutions rapides liées à la concurrence ont détruit plus 4 000 emplois à EDF Commerce.

Avec la libéralisation des marchés, les clients « professionnels » ont pu, de 1999 à 2005 et par palier de puissance installée, acheter leurs kWh à des « fournisseurs alternatifs ». Cela a entraîné des transformations et réorganisations à un rythme effréné de la direction Commerce d'EDF (DCo) pour s'adapter à une réglementation en constante évolution, le plus souvent imposée par l'Europe libérale.

Coûts réduits au détriment de l'emploi

EDF doit couvrir ses coûts commerciaux et c'est une obligation qui n'est imposée qu'à EDF et pas à ses concurrents ! Conditions de travail et emplois statutaires en font les frais : de 12 500 en 2007, DCo compte aujourd'hui moins de 8 000 agents statutaires ! Depuis la fin des tarifs réglementés Jaunes et Verts (gros consommateurs professionnels) le Marché d'Affaires (MAFF) a particulièrement souffert. Ses salariés-fantassins, en première ligne depuis 2015, ont eu beau se dépenser sans compter pour conserver un maximum de clients, au bout de 5 ans, le constat est là : plus de 30 % de parts de marché ont été perdues et ce sont les collectivités locales et ministères qui ont été les moins fidèles ! Quant aux autres, ils confient leurs contrats à des groupements d'achat, uniquement attentifs au prix, oubliant la qualité de service pourtant reconnue d'EDF, l'intérêt général...

Collectivités locales et ministères ont été les moins fidèles à EDF

Ce sont, aujourd'hui, ces mêmes salariés du MAFF, qui relèvent le défi de la fin des tarifs TRV Bleus professionnels pour les entreprises de plus de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires dépasse 2 M€.

La CGT tire le signal d'alarme !

Évolutions réglementaires, chasse aux coûts... tout cela devient insupportable pour les salariés : désorganisation du travail, outils SI (Système d'Information) à la traîne, perte de repères, démotivation, absence de vision stratégique, externalisation galopante... Début octobre la CGT



a demandé à être reçue par la direction tant les risques psycho-sociaux sont devenus une réalité quotidienne, y compris pour ses militants. Car les réponses d'EDF ne sont que des baisses d'effectifs statutaires et l'externalisation, sans préserver les compétences reconnues des agents EDF. Les clients ont du mal à trouver le bon interlocuteur – quand ils le trouvent – et les salariés ne ressentent qu'insatisfaction au quotidien. Pire : la direction donne un coup de frein sur l'évolution de la rémunération et ferme de plus en plus de sites de travail, ce qui éloigne les salariés de leur lieux de vie et limite leur parcours professionnel en limitant les possibilités d'emplois.

Les salariés de Commerce ne comprennent plus la stratégie d'EDF

Leur quotidien devient de plus en plus anxiogène, sans perspective face à une vision très court-termiste d'une entité qui court après la concurrence et les évolutions de la réglementation.

Une énième réorganisation sur le MAFF devrait se mettre en œuvre dès le début 2021 : mutualisation de certaines compétences, nouvelle segmentation des clients professionnels pour mieux différencier leurs attentes. Son efficacité reste à prouver, d'autant qu'aucune garantie n'est apportée sur les moyens financiers et humains qui seront mobilisés.

Mettre fin à cette hérésie ne passe certainement pas par l'écatement d'EDF ni par un « groupe intégré » (si tant est que ce concept existe). Seule l'« entreprise intégrée », telle que proposée dans le Programme Progressiste de l'Énergie de la CGT, conservera des tarifs abordables pour les usagers et des emplois au statut pour les salariés.